



**Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine**

## **VIE POLITIQUE AU SENEGAL : SEUIL CRITIQUE**

La **Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO)** exprime sa vive préoccupation par rapport à la dégradation continue de la situation politique consécutive à une série d'affaires qui accélère, voire emballe totalement les événements au Sénégal.

Depuis la publication du livre de Latif Coulibaly et la polémique qui s'en est suivie puis, l'affaire Talla Sylla, sa très forte médiatisation, son traitement, ses enjeux politiques, son instrumentalisation politique, mais surtout l'escalade verbale et toutes les dérives auxquelles elle a données lieu, ont achevé d'installer un malaise profond dans le pays. Avec la déclaration de Talla Sylla accusant le Chef de l'Etat d'être le commanditaire de la tentative d'assassinat sur sa personne, on a atteint un seuil critique dans la dégradation de la situation politique au Sénégal.

Aujourd'hui, l'Etat est devenu vulnérable et sa protection faible : cela s'explique par des actes et des comportements qui sont des phénomènes autodestructeurs. Si on ne prend pas les mesures urgentes nécessaires, on s'achemine vers un processus de délégitimation des institutions de l'Etat qui nous installe dans une crise dont il faut absolument faire l'économie. Dans toute la sous région, la crise politique est profonde, d'où l'intérêt pour le Sénégal de maintenir absolument son image de pays démocratique et stable.

### **La RADDHO recommande :**

- l'incompatibilité entre la fonction de chef d'Etat et celle de chef de parti ;
- l'Etat doit garder sa marque, sa spécificité qui fasse que tout sénégalais puisse légitimement se l'approprier. La disposition de l'article 38 de la Constitution disant que le Président de la République " a la faculté d'exercer des fonctions dans un parti politique " doit être abrogée, l'intérêt, c'est de renforcer la protection de la fonction de chef de l'Etat qui ne doit être l'otage d'aucun groupe de pression ;
- le combat résolu et énergique contre l'impunité en donnant à la Justice les moyens institutionnels et financiers indispensables à l'exercice de sa mission en toute indépendance;
- l'organisation dans les meilleurs délais d'un véritable dialogue politique pour trouver les moyens de construire un cadre démocratique et républicain largement partagé par les sénégalais ;
- l'adoption d'un code de bonne conduite des partis politiques ;
- le renforcement de la présomption d'innocence par une loi, ce droit fondamental de l'Homme transgressé par des hommes politiques et une partie de la presse ces derniers temps.

Aujourd'hui, le seuil critique est atteint d'où l'impératif de s'installer dans le temps du dialogue politique et de la concertation.

**Fait à Dakar le 16 novembre 2003**  
**Le Secrétariat Général**